

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur*

	INFO	AVIS	REP	EXEC.	ARCH.
DIR					
CTA					
DSV 22 Reçu le	19 DEC. 2001				N°
SPA					
HA					
ICPE					

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 1996, portant approbation et mise en œuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, établissant le deuxième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée par M. Victor PINTO, au titre d'une installation classée sise « Ker François » en LESCOUET GOUAREC, en vue de procéder à la création d'un élevage avicole (18000 dindes de chair) à cette adresse ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de PLELAUFF, LESCOUET GOUAREC, PERRET, émises respectivement les 14 novembre 2000, 21 novembre 2000, 27 octobre 2000 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales émis le 29 février 2000, de l'Agriculture et de la Forêt émis le 24 octobre 2000, de la Protection Civile émis le 24 octobre 2000 ;
- VU les rapports favorables de M. l'Inspecteur des Installations Classées des 5 avril 2001 et 02 octobre 2001 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 octobre 2001 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Code de l'environnement;

CONSIDERANT que les parcelles WE 29 sises en LESCOUET GOUAREC ont été retirées du plan d'épandage par le pétitionnaire, suite aux observations formulées lors de l'enquête publique ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a apporté la preuve de l'indépendance de son élevage avicole par rapport à l'élevage bovin exploité par sa mère, Mme Geneviève PINTO ;

VU les observations formulées le 19 juillet 2001 par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER -

M. Victor PINTO est autorisé à exploiter à LESCOUET GOUAREC au lieu-dit « Ker François » (WA N°61), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 54000 animaux équivalents (soit 18000 dindes en présence simultanée) ,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 - Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2400 m².

2-3-2 - Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.4. – *Autres* :

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée de justificatifs.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LESCOUET GOUAREC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de GUINGAMP

Le Maire de LESCOUET GOUAREC

L'Inspecteur des Installations Classées,

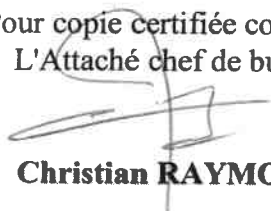
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de PLELAUFF, LESCOUET GOUAREC, PERRET pour information.

SAINT-BRIEUC, le 13 décembre 2001

LE PREFET,

Signé : Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché chef de bureau



Christian RAYMOND

